



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**



Blois, le 11 décembre 2018

## Communiqué de presse

Le contexte social que connaît le pays depuis plusieurs semaines nécessite une réponse et un soutien ferme des organisations syndicales. Une partie des revendications exprimées rejoint celles portées par nos organisations.

Les politiques libérales menées par ce gouvernement et les précédents n'ont fait qu'augmenter les inégalités, accroître la pauvreté, mis à mal le financement de la protection sociale et affaibli les protections accordées aux travailleurs.

Les annonces faites hier soir par le Président de la République vont dans ce sens puisqu'elles consistent faire croire à l'augmentation du SMIC net et de la rémunération des heures supplémentaires au détriment du financement de la sécurité sociale.

La question de la justice fiscale est également au cœur des revendications. Cette question doit être en rapport avec la question des services publics pour toutes et tous. Le service public est le bien commun, et ces services publics sont financés par les impôts.

Dans l'éducation nationale, les réformes en cours du bac, du lycée et de la voie professionnelle, ajoutées aux modalités d'orientation mises en place par Parcoursup sont dans la droite ligne des politiques injustes et inégalitaires conduites par le gouvernement. Mises bout à bout, ces réformes sont d'une grande cohérence. Au dogme des suppressions de postes dans la Fonction Publique s'ajoute un renoncement politique majeur pour le système éducatif : celui d'atteindre 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. En clair, ce que propose le gouvernement, c'est l'apprentissage au rabais pour les élèves issus des classes populaires et la poursuite d'étude vers des filières sélectives pour les « Héritiers ».

En outre, le Sénat vient d'ajouter 300 suppressions de postes dans le second degré en les portant à 2950 et d'instituer 3 jours de carence pour l'ensemble des fonctionnaires. À l'opposé, rien n'est envisagé concernant le rétablissement de l'ISF. Preuve que la majorité siégeant à cette Assemblée refuse elle aussi de combattre les inégalités et d'imposer les plus riches.

Les lycéen-ne-s sont aussi mobilisé-e-s contre Parcoursup et la réforme du lycée. Nous dénonçons les violences policières qui ont eu lieu dans certains endroits et qui mettent en danger la vie et l'intégrité physique des lycéen-ne-s manifestant pacifiquement.

Dans ce contexte, les organisations signataires appellent les personnels des écoles, des collèges et des lycées à la grève et à participer aux rassemblements et aux manifestations le vendredi 14 décembre 2018.